

LA CONSCRIPTION

VI

Canadiens - français — Canadiens - anglais — Doukobors et Mennonites — Le Canada aux étrangers.

Mon article d'hier a pu paraître un hors-d'œuvre. D'aucuns seront tentés de trouver que je me suis singulièrement éloigné du sujet de mon étude: la conscription. J'estime, au contraire, que ces explications valent rigoureusement nécessaires pour faire comprendre aux Anglo-Canadiens l'exacte nature de l'invincible et universelle hostilité que la seule idée de conscription inspire aux Canadiens-français.

Depuis longtemps, l'immense majorité des Canadiens-français jugent que le Canada a dépassé la limite d'une participation raisonnable à la guerre européenne. Mais tant que l'enrôlement des troupes est resté nominalelement "volontaire", ils ont laissé dire et faire. A mon avis, c'était une erreur. Du moment qu'ils jugeaient que la mesure était comble et que l'avenir du pays était mis en péril, ils auraient dû multiplier leurs protestations publiques. Leur excuse, c'est l'extraordinaire respect qu'ils ont de la liberté d'autrui. Et puis, on leur a tant dit qu'ils ne doivent jamais parler haut, ni parler les premiers! On leur a tant assuré que jamais la conscription ne serait votée ni même proposée!

Le jour où la déclaration du premier ministre est venue déchirer le voile des illusions et violer la parole de tous les représentants de la province de Québec dans le ministère, — et celle de sir Robert Borden lui-même — le premier mouvement a été celui de la stupeur; le second, la colère; le troisième, l'inébranlable détermination de faire obstacle à la mesure tyrannique par tous les moyens de légitime résistance.

Il est inutile de déguiser la vérité: deux millions de Canadiens-français sont opposés en bloc à la conscription. Les exceptions isolées qu'on pourra signaler ne changeront rien au fait général; les trompeuses déclarations qu'on pourra arracher, de ci, de là, sur les sentiments "loyalistes" des Canadiens-français "bien pensants", ne feront que "roidir et exaspérer l'opposition de la masse.

Il en tient à la sagesse et à la prudence des gouvernants de ne pas pousser les choses au point de provoquer des réactions plus violentes. Quoi qu'il arrive, les actes extrêmes resteront isolés: il n'y a pas au monde, peut-être, de population plus respectueuse, par instinct et par éducation, de l'ordre public et des lois. Mais si les chefs de la nation ne savent pas lire les signes des temps, il se produira des incidents qui porteront à l'unité nationale de profondes et douloureuses blessures; et la cause des Alliés, que l'on prétend servir, en subira infiniment plus de mal que cent mille soldats de plus ne lui feraient de bien.

Tout, dans l'application d'une loi décrétant le service obligatoire, — quelque impartiale discrétion qu'on y mette — tendrait à irriter les Canadiens-français et, généralement, les Canadiens qui sont restés Cana-

diens. Par la force des circonstances, la conscription ferait, proportionnellement, une fauchée plus profonde dans les rangs des Canadiens-français que dans tout autre groupe de la population: la proportion des jeunes gens, appelables les premiers, est beaucoup plus grande chez eux que chez les Canadiens anglophones; et la fuite d'un grand nombre de jeunes Anglo-Canadiens, depuis un an, est venue accroître cette disparité. Les autorités d'Ottawa et de Washington ont, paraît-il, pris des mesures conjointes pour mettre fin à cet exode. Mais comment atteindre les milliers de *stackers* britanniques et anglo-canadiens qui ont franchi la frontière avant la promulgation de ces mesures?

Que fera-t-on des milliers de jeunes Anglais venus au Canada afin d'échapper à la loi de conscription du Royaume-Uni? On en voit partout; on entend partout les accents du *cockney* londonien, ou les gutturales résonnances de la langue du Yorkshire.

Lorsque les jeunes Canadiens-français se verront mettre le sac au dos et forcés d'aller "sauver l'Empire et la démocratie britannique", tandis que des centaines, des milliers, de *British* resteront paisiblement ici, à gagner le salaire des nôtres et à manger leur pain, croit-on que la loyauté britannique de nos ploupioux et celle de leurs pères, de leurs mères, de leurs femmes, de leurs enfants, de leurs frères, de leurs soeurs, en sera notablement accrue?

Et les centaines de mille étrangers, non naturalisés? Ceux-là, certainement, ne seront pas enrôlés — ni de gré, ni de force. Un grand nombre viennent des pays ennemis; d'autres sont originaires des contrées qu'on veut nous forcer d'aller défendre. Ces nouveau-venus, ces "barbares", vont recueillir l'héritage des Canadiens morts pour la défense de la "civilisation supérieure". Pense-t-on que cette perspective est de nature à faire accepter bénévolement la conscription par les fils des premiers habitants du sol, français ou anglais?

Qu'on réfléchisse bien à ceci: la conséquence ultime et rigoureuse de la conscription, c'est d'amolndrir le nombre et l'influence des Canadiens, des vrais Canadiens, d'origine britannique ou française, et d'accroître la puissance des éléments étrangers, des germains et des slaves principalement.

Cette seule considération devrait suffire à faire rejeter toute loi de conscription et à mettre fin aux enrôlements, dans l'intérêt de l'Empire britannique surtout. Plus encore que le problème de l'immigration, la nécessité de garder le Canada canadien et britannique justifie l'observation si judicieuse dont sir Wilfrid Laurier faisait précéder ses déclarations anticonscriptionnistes, le 17 janvier 1916: "La situation du Canada n'est pas la même qu'en Angleterre", ni qu'en Australie, ni qu'en Nouvelle-Zélande, ni qu'en aucune autre terre britannique.

Le ministère, l'opposition, le parlement tout entier auront-ils assez de bon sens et de patriotisme pour le comprendre? Seront-ils assez "loyaux à l'Angleterre et à l'Empire" pour ne pas commettre l'erreur capitale de livrer le Canada à l'étranger?

Je ne veux pas tomber dans le genre de vitupérations que les apôtres du loyalisme officiel m'ont si souvent prodiguées. Je veux croire à l'entière bonne foi et au patriotisme d'intention du premier ministre et de ses collègues. Mais ils se seraient concertés avec le gouvernement allemand afin de prendre les mesures les plus efficaces pour rompre l'unité nationale du Canada pendant la guerre, et plus encore après la guerre, qu'ils n'auraient trouvé rien de mieux que la mesure de conscription projetée.

Le gouvernement se propose, paraît-il, d'exempter du service militaire obligatoire les Mennonites, les Doukobors, les Quakers, parce que leurs principes religieux leur interdisent de porter les armes. C'est juste. Tous les Canadiens-français, respectueux de toutes les légitimes libertés, approuveront ces exemptions. Mais si l'on tient compte des scrupules religieux de ces nouveau-venus, de quel droit ferait-on fi des traditions séculaires du groupe le plus ancien, le plus foncièrement national, de la population canadienne. Qu'on ne s'y trompe pas: la con-

viction du Canadien-français, qu'il n'est tenu de prendre les armes que pour défendre le sol de son unique patrie est aussi vraie, que profondément ancrée dans son cœur, que l'horreur du militarisme dans l'âme du Quaker ou du Mennonite. Et vingt fois, cent fois, les chefs de la nation, hommes de toutes races et de tous les partis, lui ont solennellement promis que jamais il ne serait tenu de se battre en dehors de son territoire. Ces promesses, les gouvernants d'aujourd'hui, le chef même qui propose la loi tyrannique, les ont renouvelées à maintes reprises, depuis que la guerre actuelle est commencée. Imposer la conscription aux Canadiens-français c'est non seulement faire violence à la religion nationale : c'est aussi leur inspirer la haine et le mépris des gouvernants, c'est détruire dans leur âme le respect de l'autorité et de l'ordre social.

Que l'on pèse bien ces paroles : la conscription mènerait, pour les Canadiens-français, le commencement d'une évolution qui ne tarderait pas à transformer en un peuple révolutionnaire la population la plus paisible, la mieux ordonnée peut-être des deux Amériques. Une fois déchaîné, cet esprit révolutionnaire ne s'arrêterait pas en route ; il ne s'attaquerait pas seulement au régime militaire : il se manifesterait à l'usine, aux champs, partout, dans toutes les fonctions de la vie industrielle, sociale et politique.

Les administrateurs de grandes entreprises, les chefs d'industrie, se plaisent à reconnaître que les ouvriers canadiens-français sont les plus paisibles, les plus respectueux des lois et de l'ordre public, les moins aptes à se laisser prendre aux déclamations et aux appels évangéliques des agitateurs. Du jour où l'on aura fait de ces ouvriers des révoltés, ils deviendront les plus incontrôlables des insurgés contre l'ordre social et économique.

* * *

Si le Canada anglais tout entier voulait la conscription, il résulterait assurément de cette situation le plus dangereux des antagonismes. Par bonheur, il n'en est pas ainsi. Les preuves se multiplient que le mouvement anticonscriptionniste s'affirme et grandit dans toutes les provinces anglaises. Seul, un plébiscite révélerait la force et l'étendue de ce sentiment.

Chaque race a ses qualités et ses défauts particuliers. Nos compatriotes anglo-canadiens ont d'excellentes qualités ; au premier rang, se place leur magnifique esprit de corps. Si nous avons toujours pratiqué, comme eux, la doctrine de la solidarité nationale, les problèmes de race seraient beaucoup moins nombreux et difficiles. Mais l'envers de cette qualité, c'est l'extraordinaire emprise, sur leur esprit, du respect humain dominé par l'opinion courante.

Si je pouvais dévoiler le secret de certaines conversations intimes, on serait abasourdi de connaître l'opinion réelle d'une foule d'Anglo-Canadiens sur la guerre et la part que le Canada doit y prendre. C'est telle sommité politique de l'Ouest qui disait, il y a déjà plus d'un an : "Canada has done more than her share in this war." C'est tel industriel, impérialiste, naguère partisan de la conscription, qui m'avouait, il y a déjà cinq mois : "Si j'avais votre courage [pardon de la répétition du mot], je demanderais qu'on mette fin au recrutement." C'est tel professionnel très huppé de Toronto me disant à mi-voix, après s'être assuré que portes et fenêtres étaient bien closes : "I have stopped advocating enlistment and conscription. We ought to put our own house in working order." Ce sont tels jeunes Torontoniens criant très fort contre la lâcheté des "slackers" du Québec, mais se baissant à voix basse, dans le fumoir d'un pub, à dire : "After all, that's a... of fellow Bourassa's opinion."

Mais ce qui compte bien davantage, c'est le sentiment de la foule. Chez nous, le vote secret est pour ainsi dire une fiction. Tout le monde clame son opinion — quitte à la lâcher, entre deux discours. Dans les provinces anglaises, le silent vote est énorme. C'est lui qui fait et défait les gouvernements. Il y a tout lieu de croire que le silent vote ouvrier et agraire est opposé à la conscription. Lui donnera-t-on l'occasion de s'exprimer ?

* * *

Sur le mode de consultation populaire qui s'impose, je reviendrai dans un prochain article.

Pour l'instant je me borne à affirmer que le seul moyen d'éviter que la conscription ne creuse davantage le fossé qui sépare les deux races, — tout en le laissant malheureusement assez étroit pour qu'elles se portent des coups dangereux — c'est de donner à toute la nation canadienne l'occasion d'exprimer son opinion. Je crois pouvoir dire que si la conscription est acceptée sans réserve par une majorité absolue du corps électoral, les Canadiens-français s'y soumettront. D'autre part, un grand nombre d'Anglo-Canadiens, qui seraient enchantés de se voir débarrassés du cauchemar de la conscription, même par le vote d'un *solid Quebec*, se laisseraient emporter par la voix du sang et chercheraient à exercer des représailles, au cas où la résistance des Canadiens-français à une loi de conscription votée par une simple majorité parlementaire prendrait des proportions extrêmes.

La consultation populaire, c'est l'unique soupape de sûreté qui permette d'éviter une dangereuse explosion.

Henri BOURASSA.